



HAL
open science

Le vote des ouvriers, de l'alignement à gauche à une "droitisation" ?

Michel Simon, Guy Michelat

► **To cite this version:**

Michel Simon, Guy Michelat. Le vote des ouvriers, de l'alignement à gauche à une "droitisation" ?. 2012. hal-01027425

HAL Id: hal-01027425

<https://sciencespo.hal.science/hal-01027425>

Submitted on 21 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les électorats sociologiques

Le vote des ouvriers, de l'alignement à gauche à une « droitisation » ?

N°10
Janvier 2012

Guy Michelat
Directeur de recherche émérite CNRS
Michel Simon
Professeur honoraire à l'université de Lille I

www.cevipof.com





N°10

Janvier 2012

Guy Michelat

Directeur de recherche émérite CNRS

Michel Simon

Professeur honoraire à l'université de Lille I

Le vote des ouvriers, de l'alignement à gauche à une « droitisation » ?

Depuis un demi-siècle, les comportements électoraux et les attitudes politiques des ouvriers ont connu de profondes transformations. Les ouvriers constituent-ils un monde à part sur la scène politique ? Existe-t-il toujours une spécificité ouvrière ?

En un demi-siècle, les comportements politiques des ouvriers ont subi de profondes transformations. Jusqu'à la fin des années 1970, le vote dominant était de gauche, en majorité communiste, mais la proportion des ouvriers votant à droite a toujours été très importante. Ainsi, en 1962, 43% des ouvriers choisissaient la gauche (25% le PC) et 31% la droite (21% les gaullistes). Cet « alignement à gauche » atteint son apogée au premier jour législatif de 1978 (gauche : 59%, droite : 26%). Bien qu'affaiblie, cette spécificité ouvrière demeure en 1988. Elle s'estompe en 1995. Elle disparaît en 2002 et, plus nettement encore, en 2007.

Vers une « droitisation » du vote ouvrier ?

Pour poursuivre l'analyse, on se limitera aux premiers tours des scrutins présidentiels intervenus depuis 1988 en utilisant les pourcentages calculés sur les inscrits (enquêtes post-électorales CEVIPOF). En 2007 (victoire de Nicolas Sarkozy), l'ensemble centre + droite progresse très fortement dans toutes les catégories socio-professionnelles (CSP) par comparaison avec 1988 (victoire de François Mitterrand) : +14 parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS), + 12 parmi les professions intermédiaires, + 16 chez les

employés) et +19 chez les ouvriers (ensemble +15). Chez les ouvriers, et chez eux seuls, cette progression s'accompagne, non d'un fléchissement, mais d'un recul spectaculaire de la gauche : -2 seulement chez les cadres / professions intellectuelles supérieures (CPIS) et les professions intermédiaires, -7 chez les employés, mais -15 chez les ouvriers. En revanche, le vote frontiste, significatif dès 1988, reste quasiment stable dans toutes les CSP. C'est bien un mouvement des ouvriers vers la droite (Sarkozy) et, secondairement, vers le centre (Bayrou) qui, beaucoup plus que le vote FN ou une abstention en sensible recul, expliquent qu'ils aient à ce point rompu en 2007 avec un sinistrisme électoral trop souvent considéré, non comme un construit historique, mais comme une propriété d'essence. Au total, il y a bien eu « droitisation » du vote ouvrier, comme l'a montré Florent Gougou.

Pour autant, ce ne sont pas les ouvriers qui, même à cette date, ont le plus massivement voté à droite ou au centre. Additionnées, ces deux sensibilités politiques recueillent en effet 60% des suffrages chez les commerçants et artisans (CA), 56% chez les CPIS, 44% chez les professions intermédiaires, autant chez les employés et 34% chez les ouvriers (ensemble : 44%). Des recherches récentes confirment que le vote frontiste

constitue, pour l'essentiel, l'expression d'une orientation à droite « en rupture ». Sa prise en compte ne modifie pas la tendance. Au premier tour de 2007, le vote pour l'ensemble centre + droite + extrême droite (regroupement scientifiquement discutable, il est vrai) s'établit à 67% des CA, 65% des CPIS, 53% des professions intermédiaires, 57% des employés et « seulement » 49% des ouvriers (ensemble : 55%). Au-delà de fluctuations politiquement très symptomatiques, ces relations se vérifient dans tous les scrutins présidentiels depuis 1988.

En 1988 enfin, le vote Front national dépend peu de la CSP. Par la suite, sa fréquence augmente dans l'ordre : CPIS, professions intermédiaires, employés et ouvriers, auxquels se joignent généralement les commerçants et artisans (CA). Ses fluctuations sont d'assez faible amplitude, contrairement à ce qui peut apparaître quand on raisonne en pourcentages des suffrages exprimés. C'est dans les catégories ouvrières et populaires que ses progressions (1995, 2002) sont les plus marquées, et son reflux de 2007 le moins sensible. C'est également chez elles qu'il concurrence le plus le vote pour la droite non frontiste. Que le FN ait attiré à lui une fraction des électeurs populaires et ouvriers de gauche semble avéré. Mais au moins jusqu'en 2007, il a surtout gagné parmi les électeurs populaires et ouvriers de droite. Nul ne sait actuellement dans quelle mesure l'aggiornamento entrepris par la présidente et candidate du FN conduira à revoir ces conclusions.

Des valeurs spécifiques ?

Ces évolutions des comportements ne peuvent être comprises indépendamment de celles des attitudes. Poussée spectaculaire, notamment entre 2007 et 2010, du sentiment de mal vie et des inquiétudes. Progression non moins sensible d'attitudes critiques par rapport

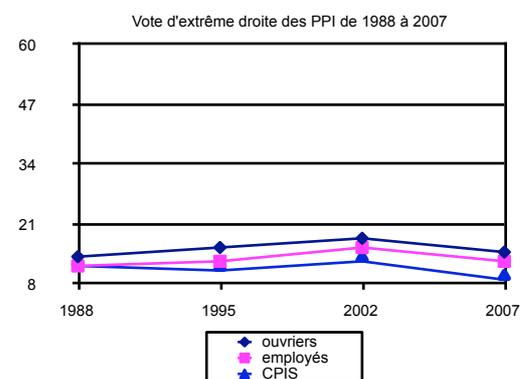
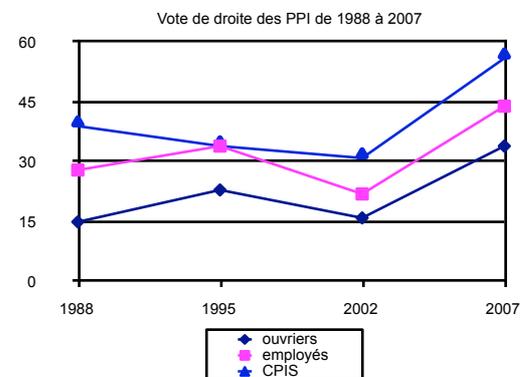
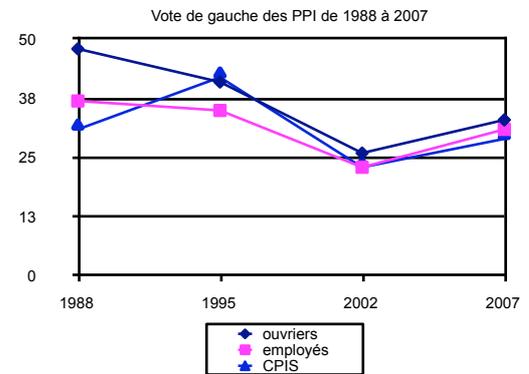
au système économique libéral, particulièrement dans sa dimension financière. Et en même temps rejet, d'autant plus vif que les attentes sont plus fortes, non de la démocratie représentative, mais de responsables politiques jugés peu soucieux de ce que vivent et pensent « les gens comme nous », et, de plus, guère capable d'y apporter une réponse. Ces mouvements s'opèrent de façon quasi parallèle dans toutes les CSP, CPIS inclus, même s'ils revêtent une dimension particulièrement radicale dans les catégories populaires et notamment ouvrières. Le reflux des attitudes autoritaires et de l'hostilité aux immigrés par rapport au pic de 1993-1995 se vérifie, lui aussi, dans tous les groupes sociaux, ouvriers inclus, malgré de possibles réactivations dont il faut scruter avec attention les indices. Reste qu'elles demeurent d'autant plus répandues qu'on appartient davantage aux catégories populaires et ouvrières.

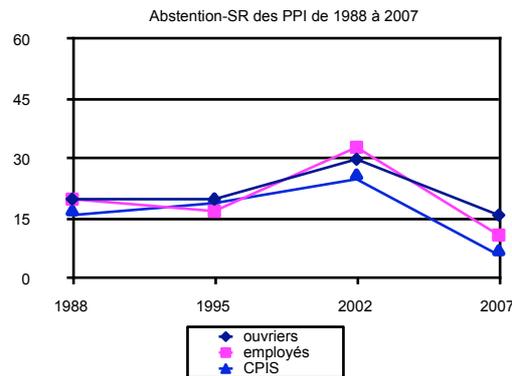
En 2007, le vote pour un candidat de gauche (ou, en 2010, le sentiment d'être proche d'un parti de gauche) restent d'autant plus fréquents qu'on est, à la fois, plus hostile au libéralisme économique et plus réfractaire aux thèmes autoritaires et xénophobes, quelle que soit la CSP, même si l'on observe un certain brouillage de ces repères dans la fraction la plus ouvrière de la population. Ils chutent fortement quand l'une de ces conditions fait défaut. C'est au contraire quand il y a un cumul de l'adhésion au libéralisme économique et au xéno-autoritarisme que le vote ou la proximité partisane de droite atteignent leur niveau maximum. Quant au vote ou à la sympathie pour le FN, ils ne deviennent vraiment significatifs qu'à la condition que l'autoritarisme et surtout l'hostilité aux immigrés s'expriment avec le maximum de véhémence, quels que soient par ailleurs les niveaux de l'anxiété, du sentiment d'insécurité, de rejet de l'univers politique ou les attitudes

en matière socio-économique. Tout se passe comme si les difficultés vécues et le sentiment de révolte qu'elles suscitent n'entraînaient un fort vote FN qu'à la condition d'être référées à l'omniprésence d'immigrés à qui « on » donne et permet tout, alors qu'on ne fait rien pour « nous ». Cette grille interprétative a d'autant plus de chances de faire sens qu'on appartient davantage aux catégories populaires et ouvrières. On reconnaît là une synthèse idéologique qui a fait ses preuves en d'autres temps et que reprend à son compte la candidate frontiste.

Ces transformations des attitudes et comportements politiques du groupe ouvrier sont évidemment inséparables des ruptures économiques, sociales et culturelles qui, par leur exceptionnelle brutalité, se sont traduites par le brouillage de ses repères identitaires, idéologiques et politiques. Le recul de l'identification « classe ouvrière » au profit de « classe moyenne » en est un des symptômes. Mais cette implosion ne renvoie-t-elle pas à une transformation plus générale des conditions et des identités sociales, où émergent des distances et des proximités nouvelles ? L'observation des jeunes générations donne quelque crédit à cette hypothèse. La crise ne frappe pas, tant s'en faut, les seuls ouvriers. Elle les affecte sans doute plus et autrement que d'autres. Dans la fraction la plus ouvrière de la population, la proximité des ouvriers au FN atteint sa fréquence maximum chez ceux qui n'ont pas (ou n'ont plus) le sentiment d'appartenir à une classe sociale. De même, c'est dans la partie du territoire la plus touchée par la désindustrialisation que le vote frontiste des ouvriers se situe à ses niveaux records, comme le montre Jérôme Fourquet, dans le prolongement d'autres études. Moins que jamais, le groupe ouvrier ne constitue un monde à part. Ses spécificités n'ont pas pour autant disparu.

Vote selon la profession de la personne Interrogée (PPI) de 1988 à 2007





Pour aller plus loin :

> BRACONNIER (Céline) et DORMAGEN (Jean-Yves), *La Démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, Folio actuel, 2007, 460 p. [ISBN 978-2-07-034405-5]

> FOURQUET (Jérôme) et MERGIER (Alain), *Le Point de rupture : enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Paris, Fondation Jean Jaurès, Les Essais, septembre 2011, 85 p. [ISBN 978-2-36244-024-3]

<http://www.jean-jaures.org/Publications/Les-essais/Le-point-de-rupture>

> GOUGOU (Florent), « La droitisation du vote des ouvriers en France : désalignement, réalignement et renouvellement des générations », Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira (dir.), *Une Droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2011, pp. 142-172. [ISBN 978-2-7178-6139-6]

> MICHELAT (Guy) et SIMON (Michel), *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Éditions sociales, 1977, 498 p. [ISBN 978-2-7246-0387-3]

> MICHELAT (Guy) et SIMON (Michel), *Les Ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements, 1962-2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, 374 p. [ISBN 978-2-7246-0935-6]

> MICHELAT (Guy) et SIMON (Michel), « Les ouvriers et la politique : au-delà des idées reçues », entretien, *Les Mondes du travail*, n° 6, septembre 2008, pp. 33-46.